

C'EST LA PJ QU'ON ASSASSINE...

Les pareils à CAHUZAC, les clones des BALKANY et autres BISMUTH peuvent pavoiser et mettre le champagne, millésimé n'en doutons pas, au frais dans les soutes de leur yacht ancré devant leur résidence exotique. Ils pourront lever leur flûte de cristal à l'enterrement des enquêtes financières poussées et efficaces qui leur collaient des migraines.

Les narcos d'envergure se sentent eux aussi rassurés, nulle investigation policière poussée et de longue haleine ne pourra plus les atteindre et ils continueront à fournir à une police et une justice dépassées, de miséreuses mules, petites mains d'un trafic prospère qui n'a plus grand-chose à craindre d'une institution judiciaire paralysée par l'entropie qu'ils ne sont pas les seuls à alimenter. Les cachots de la République ne sont définitivement pas pour eux.

Déjà que l'investigation, compte tenu des embûches qui jalonnent son action et des obstacles qui l'entravent, n'intéresse plus que ceux qui la pratiquent, policiers et magistrats spécialisés. On vient aujourd'hui couper les ailes et les moyens de ceux qui, animés par un véritable sens du devoir et un amour sincère de la vérité œuvrent d'arrache-pied au quotidien pour rendre le monde un peu moins laid.

Cette réforme est aussi un crime d'échelle.

Alors que la criminalité, la vraie, celle en col blanc, celle qui empoisonne le monde par des produits toujours renouvelés mais sans cesse lucratifs, le grand banditisme aussi, se développe au niveau planétaire, on voudrait ramener l'action de ces enquêteurs investis et spécialisés à un périmètre étique : le département, afin de borner les ardeurs de ces policiers et magistrats trop curieux. En les transformant sous l'autorité d'un directeur départemental unique, faux nez d'un préfet dont on voudrait nous faire croire que ce pseudopode du gouvernement ne fait pas de politique - en goumiers supplétifs assignés à lutter contre la petite délinquance pour rassurer l'électeur ou renforcer les troupes de maintien de l'ordre. Autant de gagné qui ne sera pas consacré à l'investigation. On neutralise ainsi les incontrôlables enquêteurs trop curieux et on paralyse les magistrats, parquetiers ou juges d'instruction qui les saisissent, pour les empêcher de nuire.

L'investigation déjà dénaturée par les médias de caniveau qui en font de gros choux flattant les instincts les plus bas d'un public avide de sensations, prompt à rendre une justice de bistrot, ne va bientôt plus relever que de quelques monsieur Loyal, HONDELATTE, RISET ou encore Marie DRUCKER accompagnée de son faire valoir au vernis scientifique. Elle est déjà entre les mains d'avocats qui

battent quasiment les estrades pour se glorifier de la reprise d'enquêtes inabouties, s'associant là à un barnum médiatique d'une efficacité pour le moins limitée.

L'institution judiciaire est elle aussi tombée dans ce panneau en créant une unité spécialisée dans ce type d'affaire qui sera, très vite, noyée sous les dossiers, mais qu'importe, l'effet d'annonce prime.

Assassiner la PJ, réforme que mènent conjointement, non sans bassesse, en limogeant le directeur de la PJ de Marseille, les ministres DARMANIN et DUPOND-MORETTI, n'est que la préfiguration d'un très noir avenir pour les enquêtes de qualité dont le résultat peut émouvoir, pour ne pas dire plus la classe politique ou qui se veut dominante.

Très vite, le parquet national financier, coupable d'efficacité, rejoindra la PJ dans la tombe, ce qui ne devrait pas déplaire au Garde des Sceaux qui verrait ici, enfin, l'aboutissement des vigoureux coups de boutoir qu'il lui asséna dans un passé pas si lointain.

Cette réforme est mise en musique par Frédéric VEAUX qui vient de la PJ et auquel on ne peut que rappeler la lecture de Julien BENDA auteur de LA TRAHISON DES CLERCS.